

Annexe 1 : Cadre logique du PPADMIR (version revue et validée par le FIDA)

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
OBJECTIF GLOBAL			
Contribuer à l'allègement de la pauvreté, à l'augmentation des revenus et de la sécurité alimentaire des populations cibles et à l'amélioration des conditions de vie	<ul style="list-style-type: none"> - La proportion moyenne de ménages victimes de la première période de disette dans les 5 régions du projet passe de 48% à 38% à fin 2016 - Le taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans est réduit : de 35% en 2011 à 32% en 2016 (<i>Moyenne nationale EDS-MICS 2011 = 33%</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'enquêtes SYGRI - Rapport d'évaluation finale et d'achèvement du projet - Rapports EDS-MICS et FAO 	Contexte sociopolitique et économique stable Complémentarités et synergies avec autres acteurs, cohérence des politiques nationales
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES			
1. Améliorer l'environnement général du secteur de la microfinance et faire en sorte que les problématiques de finance rurale soient mieux prises en compte par les tutelles et les EMF	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 83 des caisses et points de services appuyés (soit 50%) respectent les textes législatifs, fiscaux et réglementaires de la microfinance à fin 2016 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels du DMF/MINFI - Rapport d'évaluation finale - Rapport d'achèvement du projet - Rapports annuels de suivi projet 	Le CNMF tient des réunions régulières financées par le budget de l'État et joue son rôle
2. Accroître l'accès des groupes cibles (populations rurales, en particulier les plus défavorisés) à des services financiers adaptés à leurs besoins, de manière durable et à un coût abordable	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 62 000 petits producteurs affiliés ou clients de caisses/points de services (30% de femmes) ont accès à des services financiers adaptés. - A - Au moins 12 400 petits producteurs affiliés ou clients touchés (soit 20% des 62 000 cibles) demeurent des emprunteurs actifs des EMF partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels et états financiers des EMF partenaires - Rapport d'évaluation finale - Rapport d'achèvement du projet 	Le projet assure la mobilisation de fonds additionnels conséquents (environ \$ US 2, 7 millions)
RÉSULTAT			
Composante 1: Amélioration de l'environnement de la microfinance rurale			
1.1. Les capacités d'intervention des services déconcentrés MINADER/MINEPIA en appui aux exploitations agricoles sont améliorés (<i>Reformulé</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 18 600 producteurs bénéficiaires de crédits (soit 30% cible touchée) ont accès au conseil et encadrement agricole au terme du projet - Au moins 2 880 COOPEC (soit 80% des 3600 enregistrés au Registre) ont accès à des informations périodiques sur les dynamiques et opportunités du monde rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités de la DOPA - Rapport d'activités de la Cellule du Registre des COOP/GIC - Rapports d'activités du PADMIR 	Qualité de la coordination intersectorielle
1.2. L'ANEMCAM est renforcée et joue pleinement son rôle en tant qu'association professionnelle des Établissements de microfinance	<ul style="list-style-type: none"> - La proportion moyenne d'EMF affiliés satisfaits des prestations de l'ANEMCAM passe de 20% en 2010 à 70% en 2016 - Le taux de recouvrement des cotisations des membres passe de 30% à 70% - L'autonomie opérationnelle de l'ANEMCAM passe du déficit d'environ 4% en 2010 à une couverture d'au moins 20% en 2016 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités techniques et financiers de l'ANEMCAM - Rapports d'activités du PADMIR 	Complémentarités entre PTF
1.3. Les services compétents du MINFI sont renforcés, contrôlent et orientent plus efficacement le secteur	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 70% des caisses et points de services relevant des EMF partenaires appliquent les recommandations issues des contrôles administratifs du MINFI dans une proportion relative de 80% à fin 2016 - Le taux de couverture de la supervision des EMF partenaires est de 70% à fin 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels d'activités de la Division de Microfinance - Rapports d'activités du PADMIR 	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
	2016		
1.4. Le Comité national de microfinance (CNMF) est plus efficace et joue mieux son rôle...	Un (01) document de stratégie nationale de la microfinance est formulé à travers la contribution du projet et d'autres parties prenantes dont le PNUD	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels d'activités de la Division de Microfinance - Rapports d'activités du PADMIR 	
Composante 2: Accès aux services financiers ruraux			
2.1. « Les EMF ruraux en développement sont renforcés, mobilisent mieux l'épargne, sont plus rentables et servent efficacement les groupes cibles. ... »	<ul style="list-style-type: none"> - 50% des caisses/points de services partenaires ont un PAR à 30 jours égal à 5% - 70% des caisses/PS ont accru leur taux d'autonomie opérationnelle d'au moins 20% 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités et états financiers des EMF partenaires - Rapports d'activités spécifiques des EMF à la COBAC - Rapports d'activités du PADMIR - Rapports d'évaluation finale ou d'impact PADMIR 	- Les moyens du projets sont mobilisés à temps.
2.2 : De nouveaux points de service et caisses en milieu rural sont mis en place par les grands réseaux d'EMF partenaires, sont pérennisés et servent efficacement les groupes cibles du PADMIR	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 40% de nouveaux caisses/points de services créés ont un PAR 5% - 30% des nouveaux caisses/points de services créés ont accru leur taux d'autonomie opérationnelle d'au moins 20% 		
2.3. Les produits et services financiers des EMF sont adaptés aux besoins des groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 770 nouveaux petits producteurs ruraux (dont 80% chefs de ménages, 20% de femmes et 10% de jeunes) ont accès à des crédits moyen terme adaptés - Au moins 6 EMF partenaires ont accru leur encours de crédit MT en zones rurales d'au moins 15% à la fin du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'enquêtes de suivi - Rapports d'activités et états financiers des EMF partenaires - Rapport d'achèvement du projet - Rapport d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne disponibilité et couverture du réseau téléphonique et d'accès internet (fibre optique) - Le projet assure la mobilisation de fonds additionnels conséquents (environ \$ US 2, 7 millions)
2.4. Les EMF ont davantage accès, de manière durable, à des refinancements de la part des banques commerciales	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 1 EMF partenaire sur 3 a accès à un financement bancaire à fin 2016 - La proportion des ressources bancaires dans le portefeuille de crédits moyen terme des EMF partenaires dans les zones du projet est d'au moins 20% 		